

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-sénégalaises, la lutte contre le terrorisme, la situation en Gambie et sur l'aide au développement, à Paris le 20 décembre 2016.

LE PRÉSIDENT : Monsieur le Président, cher Macky SALL, Mesdames, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs, c'est avec grand plaisir que j'accueille aujourd'hui le Président du Sénégal, pays ami, dirigé par un Président ami, avec lequel nous avons eu à prendre ces dernières années des responsabilités face à des situations particulièrement périlleuses.

Mais avant que j'aie plus loin dans mon propos, je voudrais exprimer ici, au nom de la France, notre solidarité et notre compassion à l'égard de l'Allemagne, qui vient d'être frappée par un attentat terroriste à Berlin, qui a fait de nombreuses victimes : au moins douze morts, et plusieurs dizaines de blessés. La France sait ce que représente une attaque terroriste, ce qu'elle peut provoquer de désolation, également de malheur, et combien il nous faut être soudés, unis. Cela vaut pour un pays quand il est frappé, cela vaut pour toute l'Europe, et cela vaut même pour le monde entier face à la menace terroriste.

J'aurai à exprimer directement à Angela MERKEL ma compassion et mon soutien cet après-midi, mais d'ores et déjà, je confirme tous les liens qui nous unissent avec l'Allemagne, y compris pour lutter contre le terrorisme. Notre coopération est très intense. Nos services travaillent ensemble et ici, en France, toutes les consignes avaient déjà été données pour que nous puissions sécuriser autant qu'il est possible tous les lieux exposés, notamment les marchés de Noël ou autres rassemblements.

Nous avons un haut niveau de menace, et nous avons un niveau de mobilisation et de vigilance particulièrement élevés aussi. J'ai mobilisé, avec le Premier ministre et les ministres concernés, depuis déjà plusieurs mois à travers l'opération Sentinelle, les militaires qui s'ajoutent aux policiers et aux gendarmes pour sécuriser autant qu'il est possible, les lieux, en cette occasion de fêtes de fin d'année.

Mais la lutte contre le terrorisme est un enjeu qui nous concerne tous, partout dans le monde. Je n'oublie pas ce qui s'est produit en Afrique ces dernières semaines et ces derniers mois, où des attaques avaient eu lieu au Burkina Faso mais aussi en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Tchad. Nous sommes mobilisés. Il y a aussi la lutte que nous menons contre le terrorisme en Afrique. C'est ce qui nous permet d'être aussi, autant qu'il est possible, en sécurité ici en France et en Europe. Avec le Président du Sénégal, nous avons pris nos responsabilités quand le Mali a fait appel à nous en janvier 2013, et nous avons pu à ce moment-là répondre avec une intervention française, africaine qui a permis de repousser les terroristes. Aujourd'hui notre responsabilité nous en avons parlé avec le Président Macky SALL est de faire en sorte que nous puissions continuer la sécurisation du Mali, et le Sénégal prendra sa part dans la MINUSMA, notamment au centre du Mali, là où il y a encore un certain nombre de groupes qu'il nous faut combattre. Je suis aussi conscient que le Sénégal doit également assurer sa propre sécurité.

Nous avons défini ensemble, déjà depuis plusieurs mois, les conditions d'une coopération au niveau de nos forces armées, mais aussi au niveau de ce que nous pouvons faire pour la sécurité intérieure. Bernard CAZENEUVE, alors ministre de l'Intérieur, aujourd'hui Premier ministre,

s'était rendu au Sénégal au mois d'octobre dernier pour parfaire cette coopération et cette mise en œuvre d'engagements que nous avons pris ensemble. J'ai voulu que cette visite d'Etat, qui est la première depuis 1992, c'est dire son importance, puisse correspondre aussi à la confirmation de grands projets et à la signature de nombreux accords.

Parmi ces projets, j'insiste sur le train, parce que c'est pour le Sénégal un choix ambitieux et pour la France, une marque de confiance. Le Sénégal a choisi de construire un train urbain pour permettre à sa population, comme aux marchandises, d'être dotée d'équipements modernes. Pour les entreprises françaises, c'est une source de fierté, puisqu'elles ont été choisies pour réaliser ce train et pour en assurer le fonctionnement. Nous avons aussi voulu préparer les moyens de financement de cet équipement. C'est ce que nous avons matérialisé, avec les conventions de l'AFD et du ministère des Finances.

Un deuxième grand projet qui nous tient à cœur, c'est l'eau. Il s'agit, dans le cadre de ce que veut faire le président Macky SALL, c'est-à-dire de construction de nouveaux quartiers, de nouvelles villes, d'apporter des moyens modernes, compatibles avec nos engagements en matière de climat. Je rappelle que le Sénégal avait joué un grand rôle pour la signature de l'Accord de Paris et nous avons, là aussi, une marque de confiance réciproque. Ce sont près d'un million de Dakarais qui vont pouvoir être alimentés en eau grâce à ce projet.

Enfin, nous avons une coopération culturelle de très haut niveau, parce qu'il y a d'abord des personnes qui font le lien entre nos deux pays, des artistes de grande qualité. J'ai une pensée pour Ousmane SOW, qui vient de disparaître et je sais combien il représentait, je l'avais moi-même décoré à l'occasion de ma visite au Sénégal. Nous allons porter ensemble, et c'est vous qui en êtes à l'initiative, une coopération entre le musée du Quai Branly et le projet culturel majeur que vous voulez faire à Dakar, avec le Musée des civilisations noires.

Je termine sur un certain nombre de questions internationales et africaines notamment. J'ai évoqué le Mali : nous nous retrouverons à Bamako, au début de l'année, avec cette rencontre entre la France et l'ensemble des pays africains, et nous pourrions évoquer les perspectives en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme et aussi de développement et de mise en œuvre des engagements de l'accord de Paris, notamment pour les énergies renouvelables. Nous sommes aussi conscients que la lutte contre Boko Haram est un enjeu très important, et nous aurons également, avec les pays concernés autour du Lac Tchad, à voir comment la force multilatérale peut être encore plus efficace.

Il y a la situation de la Gambie. Une élection a eu lieu en Gambie, ses résultats ne sont pas contestables, et le président élu doit donc être installé le plus vite possible. Il ne peut pas y avoir de doute sur cette réalité, parce que nous voulons que les pays qui veulent se mettre au diapason des règles et des normes internationales et notamment sur le plan démocratique, puissent être accompagnés jusqu'au bout de leur processus. Avec le Sénégal, avec la CEDEAO, nous sommes très clairs, il doit y avoir le plus vite possible la transmission du pouvoir au président élu, et il n'y a aucune transaction possible sur ce sujet, parce que c'est une question majeure de principes, et aussi, pour la Gambie, la possibilité d'être pleinement insérée dans la communauté internationale.

Voilà pourquoi, c'est très important que le Sénégal et la France puissent exprimer d'une même voix cette confirmation du résultat des élections en Gambie, et de la confiance que nous donnons au président élu pour accéder maintenant aux responsabilités. Le Sénégal et la France sont deux pays amis, liés par l'histoire, c'est vrai, j'aurai l'occasion d'y revenir, nous savons ce que nous devons aux tirailleurs sénégalais tout au long du 20ème siècle, à l'occasion des deux conflits mondiaux. Nous savons ce que nous leur devons, et j'aurai à cœur de le rappeler ce soir, parce qu'ils ont contribué à la libération de notre pays.

Je sais aussi les responsabilités de l'histoire, j'ai été moi-même à Thiaroye, lorsque je me suis rendu au Sénégal. L'histoire nous lie, mais en même temps, ce qui doit nous mobiliser aujourd'hui, c'est l'avenir, et c'est parce que nous avons cette confiance entre nous que nous pouvons avoir un partenariat exemplaire entre le Sénégal et la France. Merci cher Macky SALL d'être ici pour cette visite d'Etat.

Journaliste : Monsieur le Président HOLLANDE, vous avez indiqué tantôt que la France s'associe à la volonté, disons, de mettre en œuvre l'élection du président BARROW en Gambie. La France serait-elle prête à s'associer à une épreuve de force pour imposer cette volonté populaire ? () Une dernière question personnelle au Président HOLLANDE. Monsieur le Président HOLLANDE, il a fallu que vous annonciez que vous ne serez pas candidat, que les témoignages de satisfaction commencent à tomber sur votre gouvernance, hier, on a entendu Transparency International se féliciter de votre action, sur la diplomatie, on se félicite de votre action, sur la remise en cause l'état des comptes publics en France, tout le monde se satisfait. N'avez-vous pas l'impression, Monsieur le Président, que les gens vous ont mal jugé ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT : Je vous remercie en tout cas pour cette contribution.

LE PRESIDENT : La France n'est pas moins généreuse, elle a même augmenté son aide publique au développement dans le budget de 2017. Elle est plus ingénieuse. C'est-à-dire qu'avec les moyens financiers qu'elle peut déployer elle finance plus de projets et nous recourons à des partenariats qui peuvent être innovants. C'est le sens de ce que nous faisons avec l'AFD, avec la Banque publique d'investissement ou même avec la Banque européenne d'investissement. C'est ce que nous voulons faire, avec des partenariats publics-privés, des prêts qui peuvent là aussi être particulièrement avantageux. On peut montrer une attention toujours plus soutenue à l'égard des projets de l'Afrique sans pour autant utiliser les mêmes méthodes et les mêmes instruments que par le passé. Ce qui compte, c'est de financer des projets qui vont avoir une rentabilité à long terme. Prenons l'exemple du train, ou prenons l'exemple même de l'énergie renouvelable, ou de l'eau : c'est vrai qu'à court terme, il n'y a pas toujours de possibilité pour le Sénégal de trouver suffisamment de partenaires pour investir, mais en revanche sur le long terme, il y aura des retours.

Juste encore quelques mots sur la Gambie. Pour la France il n'y a qu'un Président, c'est Adama BARROW et donc nous soutiendrons toutes les initiatives - pour l'instant nous sommes dans le domaine diplomatique - toutes les initiatives qui seront prises par la CEDEAO.

On prend une seule autre question parce que comme vous posez des rafales de questions.

Journaliste : La question s'adresse à monsieur HOLLANDE, le Président français. J'ai visité tout à l'heure la cérémonie aux Invalides, j'ai fait les courbes, et je n'ai pas vu une plaque en hommage aux tirailleurs. Et ça m'a un peu étonné, j'aurais souhaité savoir pourquoi ce n'est pas fait.

LE PRESIDENT : Nous avons fait plusieurs monuments, et notamment en Provence, pour reconnaître le rôle de tous ceux qui sont venus combattre pour libérer notre territoire. Dans les lieux où il y a eu un certain nombre de batailles, nous rappelons la présence des tirailleurs sénégalais. Moi-même, je le fais à chaque occasion. Je vais insister sur un point, ce sont les demandes des anciens combattants tirailleurs sénégalais pour accéder à la nationalité française. J'ai demandé qu'il y ait des instructions très claires qui soient données pour qu'il y ait toutes les facilités pour leur permettre d'accéder à la nationalité française. Ils en ont le choix, c'est eux qui formeront cette demande, mais pour bien marquer la reconnaissance, il n'y a plus belle reconnaissance que de pouvoir accueillir ces anciens combattants dans la nationalité française. Il y a deux millions et demi d'images en numérique qui vont être remises au Président Macky SALL pour constituer un fonds d'archives.

Je vous remercie.